N° 72

D É C R E T

SUSPENSION TEMPORAIRE ET MODIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS SUR LA SANTÉ DURANT LA SITUATION D'URGENCE DANS L'ÉTAT

ATTENDU QUE, le 26 octobre 2012, j'ai promulgué le décret n° 47 déclarant un état d'urgence pour catastrophe naturelle dans les 62 comtés de l'État de New York; et

ATTENDU QUE, le 30 octobre 2012, le Président a émis une déclaration de catastrophe majeure pour les comtés du Bronx, de Kings, Nassau, New York, Queens, Richmond et Suffolk, et que le 2 novembre 2012, il a intégré les comtés de Rockland et Westchester à ladite déclaration; et

ATTENDU QUE l'ouragan Sandy a forcé l'évacuation de nombreux établissements de soins de santé tout en augmentant la menace de blessures ou de maladies dans les régions touchées et en causant des pannes d'électricité et des pénuries d'essence qui ont compliqué les efforts des fournisseurs de soins de santé pour servir leurs patients; et

ATTENDU QU'il incombe à l'État d'assurer que l'octroi de services de soins de santé aux New-Yorkais continue avec un minimum d'interruptions dans la mesure du faisable; et

ATTENDU QUE la pleine conformité à certaines exigences des lois et réglementations risque de retarder ou d'empêcher les fournisseurs à fournir de tels services;

EN CONSÉQUENCE, je soussigné, ANDREW M. CUOMO, Gouverneur de l'État de New York, en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la Section 29-a de l'Article 2-B de la Loi exécutive ordonne par les présentes de suspendre provisoirement les dispositions spécifiques de tout statut, loi locale, ordonnance, jugement, règle ou réglementation, ou parties de ceux-ci, de toute agence, pendant l'état d'urgence pour catastrophe décrété dans l'État, si la conformité avec de telles dispositions devait empêcher, faire obstacle ou retarder les actions nécessaires pour faire face à la catastrophe, et suspends ou modifie par les présentes provisoirement, pour la période de la date à laquelle l'état d'urgence a été déclaré conformément au décret 47, émis le 26 octobre 2012, jusqu'à nouvel ordre, les lois suivantes :

La sous-division (2) de la section 3320 de la Loi sur la santé publique, et toutes réglementations associées, dans la mesure nécessaire pour permettre aux établissements avec licence, incluant, mais sans s'y limiter, les hôpitaux, les centres de soins infirmiers et les distributeurs institutionnels, d'accepter temporairement, stocker et administrer les substances contrôlées légalement prescrites aux patients et aux résidents touchés par la catastrophe tout en tenant un dossier spécifique au patient approprié et en maintenant des pratiques de prévention de la diversion, cela soumis à toutes modalités et conditions que le Commissaire à la Santé juge appropriées;

La sous-division (1) de la Section 3333 et la sous-division (2) de la Section 3338 de la Loi sur la Santé publique, et toutes les réglementations associées, dans la mesure nécessaire pour permettre à un pharmacien titulaire d'une licence d'octroyer une substance contrôlée à un patient dont l'accès aux ordonnances ou aux substances contrôlées qui lui étaient administrées auparavant a été directement touché par la catastrophe, si le pharmacien peut, par l'utilisation d'une banque de données partagée, vérifier l'authenticité de l'ordonnance et que celle-ci indique les recharges autorisées;

La sous-division (3) de la Section 3332, la sous-division (1) de la Section 3333 et la Sous-division (3) de la Section 3339 de la Loi sur la Santé publique, et toutes réglementations associées, dans la mesure nécessaire pour permettre à un praticien titulaire d'une licence

de prescrire et à un pharmacien titulaire d'une licence de distribuer une substance contrôlée plus de sept jours avant la date à laquelle la réserve octroyée auparavant serait parvenue à sa fin si la réserve du patient a été détruite, rendue inutilisable ou rendue inaccessible en raison de la catastrophe;

La sous-partie 58-1 du Titre 10 des Codes, Règles et Réglementations de New York (« NYCRR »), dans la mesure nécessaire pour permettre au Commissaire de la Santé d'émettre des permis provisoires aux laboratoires ou banques de sang dans le but de mener des tests de catégories autorisées en d'autres endroits ou de mener des tests de catégories non indiquées sur le permis du laboratoire si, à la discrétion du Commissaire, le laboratoire a fourni assez d'informations pour montrer que de tels tests pouvaient être menés de façon sécuritaire et précise, sans présenter de risque inutile à la santé des patients et en répondant au besoin en matière de test engendré par la catastrophe pour protéger la santé et la sécurité publique;

La Section 400,9 et le paragraphe (7) de la sous-division (f) de la Section 405,9 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux hôpitaux généraux et aux centres de soins infirmiers titulaires d'une licence conformément à l'Article 28 de la Loi sur la Santé publique (« établissements de l'Article 28 ») et touchés par la catastrophe de rapidement renvoyer, transférer ou recevoir des patients, tel qu'autorisé par le Commissaire de la Santé, sous réserve que de tels établissements prennent des mesures responsables pour protéger la santé et la sécurité des patients et des résidents, incluant des pratiques sécuritaires en matière de transfert et de renvoi, et conformément à la Loi sur les Traitements médicaux et le Marché du Travail (42 U.S.C. § 1395dd) et toutes réglementations associées;

La Section 400,11 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux établissements de l'Article 28 recevant des patients évacués d'autres établissements de l'Article 28 en raison de la catastrophe de compléter l'examen du patient le plus vite possible;

La Section 400,12 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux patients touchés par la catastrophe d'être transférés dans les établissements de l'Article 28 pouvant les recevoir, tel qu'autorisé par le Commissaire de la Santé;

La sous-division (e) de la Section 405,2 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux hôpitaux généraux touchés par la catastrophe de maintenir un personnel adéquat;

La sous-division (b) de la Section 405,3 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux hôpitaux généraux touchés par la catastrophe de faire appel à des bénévoles qualifiés ou à du personnel affilié à d'autres hôpitaux, cela soumis aux modalités et conditions établies par le Commissaire de la Santé;

Le paragraphe (6) de la sous-division (b) de la Section 405,4 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux hôpitaux généraux touchés par la catastrophe d'évaluer la capacité des médecins résidents et des médecins traitants de continuer à travailler sans limites d'heures spécifique;

Le paragraphe (1) de la sous-division (e) de la Section 405,4 et la sous-division (b) de la Section 707,3 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux médecins de superviser jusqu'à dix assistants et spécialistes assistants enregistrés dans les hôpitaux généraux touchés par la catastrophe;

Le paragraphe (12) de la sous-division (b) de la Section 405,9 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour recevoir des patients transférés des établissements de l'Article 28 ayant été évacués en raison de la catastrophe pour permettre de procéder à la prise d'antécédents médicaux et aux examens physiques des patients évacués le plus tôt possible après l'admission;

La sous-division (d) de la Section 405,19 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux hôpitaux généraux touchés par la catastrophe d'affecter le personnel dont ils ont besoin dans leurs services des urgences;

La sous-division (a) de la Section 405,28 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux hôpitaux généraux recevant des individus touchés par la catastrophe d'offrir des services de dépistage aussi vite que possible après l'admission ou de renoncer au dépistage pour les individus revenus aux établissements d'où ils ont été évacués;

La section 415,11 du titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux centres de soins infirmiers recevant des individus touchés par la catastrophe de procéder à l'examen complet de ces résidents temporairement évacués vers de tels centres de soins infirmiers le plus vite possible après l'admission ou renoncer à de tels examens pour les individus revenus aux établissements d'où ils ont été évacués;

La sous-division (b) de la Section 415,15 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux centres de soins infirmiers recevant des individus touchés par la catastrophe d'obtenir l'approbation des médecins en matière d'admission aussi vite que possible après l'admission ou de renoncer à une telle approbation pour les individus revenus aux établissements d'où ils ont été évacués;

La sous-division (i) de la Section 415,26 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux centres de soins infirmiers recevant des individus touchés par la catastrophe de se conformer aux procédures d'admission le plus vite possible ou de renoncer à telles procédures pour les individus revenus aux établissements d'où ils ont été évacués;

Le paragraphe (7) de la sous-division (h) de la Section 763,4 et le paragraphe (1) de la sous-division (d) de la Section 766,5 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux agences de soins à domicile certifiées, aux programmes de soins de santé longue durée à domicile, aux programmes de soins du SIDA à domicile et aux agences de soins de santé à domicile titulaires d'une licence servant des individus touchés par la catastrophe de procéder à la supervision sur place des aides familiales et des aides personnelles aussi vite que possible après la première visite;

La sous-division (a) de la Section 763,5 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre que les visites initiales aux patients des agences de soins à domicile certifiées, des programmes de soins de santé longue durée à domicile et des programmes de soins du SIDA à domicile servant les individus touchés par la catastrophe soient faites dans les 48 heures après la réception ou l'approbation d'un renvoi à un service communautaire ou à la maison à la suite d'un placement en établissement;

Le paragraphe (3) de la sous-division (a) de la Section 763,7 et la sous-division (d) de la Section 766,4 du Titre 10 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre aux agences de soins à domicile certifiées, des programmes de soins de santé longue durée à domicile et des programmes de soins du SIDA à domicile servant les individus touchés par la catastrophe d'obtenir des ordonnances signées par des praticiens autorisés à l'intérieur de 60 jours;

Le paragraphe (3) de la sous-division (b) de la Section 505,14 et le paragraphe (1) de la sous-division (d) de la Section 505,28 du Titre 18 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre qu'une ordonnance d'un médecin soit complétée et transmise au district des services sociaux dans les 60 jours suivant l'examen médical d'un patient touché par la catastrophe;

Le sous-paragraphe (ix) du paragraphe (5) de la sous-division (b) de la Section 505,14 et la sous-division (f) de la Section 505,28 du Titre 18 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre 30 jours de plus pour les réautorisations des soins personnels et des services des programmes d'assistance personnelle destinés aux consommateurs pour les individus touchés par la catastrophe, lorsque la période de services autorisée prend sinon fin durant la période de catastrophe déclarée conformément au décret 47;

Le sous-paragraphe (ii) du paragraphe (2) de la sous-division (e) de la Section 505,14 du Titre 18 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre que la formation des travailleurs en soins de santé servant des individus touchés par la catastrophe ait lieu le plus vite possible après une telle période, lorsqu'une telle formation sera sinon requise durant la période de catastrophe déclarée conformément au décret 47, sous réserve que de tels travailleurs aient les compétences nécessaires pour fournir de tels services; et

Le paragraphe (3) de la sous-division (f) de la Section 505,14 du Titre 18 des NYCRR, dans la mesure nécessaire pour permettre que les visites de supervision des soins infirmiers pour les services de soins personnels octroyés aux individus touchés par la catastrophe puissent avoir lieu le plus vite possible.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature et le sceau

de l'État dans la ville d'Albany le onze

novembre de l'année deux mille douze.

PAR LE GOUVERNEUR

Secrétaire du Gouverneur